



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



Page 3 :

FORCE ET LIMITES DU
MOUVEMENT D'EMANCIPATION
NATIONALE EN AFRIQUE
DU SUD.

Page 6 :

LA DEMOCRATIE N'EXISTE
AU MALI QUE DANS LE NOM
DU PARTI UNIQUE

Page 7 :

QUI EST RESPONSABLE DE
LA MISERE DANS LES
CAMPAGNES ?

Page 9 :

SEKOU TOURE CONTRE LES
PEULS : DIVISER POUR
REGNER

Page 10 :

REPRESSION EN ETHIOPIE



prix: 1 Franc

N° : 44 - 15 novembre 1976

RHODESIE :

LE REGIME RACISTE

TENTE DE PROLONGER

SON AGONIE

Les masses africaines luttent contre le régime raciste de Ian Smith. Elles en ont assez de la ségrégation raciale ; elles en ont assez d'être privées de tout droit, d'être considérées comme des citoyens de seconde zone par un régime s'appuyant sur une minorité de petits blancs.

Car si la lutte a contraint l'impérialisme américain et anglais à décider leur protégé Ian Smith à venir s'asseoir à la conférence de Genève en face des organisations nationalistes africaines, ni les impérialistes ni à plus forte raison Ian Smith ne sont pressés.

Mais bien que Ian Smith soit contraint de négocier il mobilise ses troupes et ces mercenaires qui sèment la terreur dans la population africaine. Il envoie ses chars dans les "foyers de résistance" et organise des "opérations de pacification", véritables massacres de villages entiers, et cela jusqu'en territoire mozambicain.

Bien sûr, le régime de Smith ne bénéficie pas comme avant du soutien inconditionnel des puissances impérialistes, qui ont d'énormes intérêts dans le pays, et qui craignent que l'Afrique Australe ne s'embrace.

Ian Smith sait que son régime est condamné, qu'il ne réussira pas à mettre les masses africaines au pas. Il sait que ses maîtres impérialistes ont désormais pris des distances vis-à-vis de lui.

Cependant, il mène son propre jeu et veut semer la peur dans le but de pouvoir par la suite négocier dans les meilleures conditions possibles pour lui.

Cela peut donc durer longtemps, car de toute façon il sait que l'impérialisme, même s'il a pris ses distances, n'est pas pressé de le voir chuter - ou en tout cas lui laisse la meilleure retraite possible. La preuve c'est que l'impérialisme lui laisse le temps de négocier?

Mais de toute façon, les jours du régime de Ian Smith sont comptés car c'est depuis une douzaine d'années que les masses africaines luttent les armes à la main.

Non seulement il n'a pas réussi à étouffer la révolte; bien au contraire il y a un mouvement pour l'émancipation nationale suffisamment profond pour que Smith et ses protégés n'y puissent rien. Même les dirigeants nationalistes jusqu'alors très modérés tels que Nkomo sont contraints de radicaliser leur langage pour ne pas être dépassés par les événements, et par la même occasion pour rivaliser avec Muzorewa trop populaire à leurs yeux.

Ian Smith profite de ce que les dirigeants soient divisés et c'est un fait qu'ils sont divisés. Cela ne traduit pas des oppositions politiques bien différentes. Ils sont divisés par des rivalités personnelles, ils n'aspirent qu'à accéder à leur tour à la mangeoire gouvernementale.

Tout le problème de Ian Smith c'est que ce n'est pas seulement à Nkomo et à ceux qui sont au sommet qu'il a à faire, mais à des dizaines de milliers de gens qui se battent malgré leurs dirigeants.

* * * *
* *

FORCE ET LIMITES DU MOUVEMENT D'EMANCIPATION NATIONALE EN AFRIQUE DU SUD

Ces derniers jours encore, le gouvernement raciste de Vorster a fait arrêter plusieurs dizaines de jeunes Africains simplement parce qu'ils faisaient la grève des examens pour exiger la libération de leurs camarades emprisonnés. Ce genre de fait est presque quotidien désormais. Même dans les périodes d'accalmie, lorsque les fusils de la police se taisent, les arrestations continuent. La répression est tantôt sanglante et meurtrière, tantôt elle se manifeste sous forme d'arrestations ; elle est en tous les cas permanente.

Mais de toute évidence, la répression ne parvient pas à arrêter la lutte engagée depuis le mois de juin contre le régime raciste vomé par la majorité de la population. Le mouvement est d'une durée et d'une profondeur comme l'Afrique du Sud n'en avait jamais connu. Il embrase toutes les banlieues dortoirs qui entourent les cités industrielles. Il touche toutes les populations non européennes.

En se développant, la lutte a rendu caduc le projet des tenants du régime visant à désamorcer l'aspiration de la population africaine à l'émancipation nationale par la création d'Etats fantoches dans les Bantoustans actuels.

La pitoyable comédie de l'accession du Transkeï à l'indépendance n'a satisfait qu'une petite fraction de la petite bourgeoisie Xhosa à laquelle l'existence de cet Etat fantoche procure des sinécures et des revenus. Mais les dirigeants pressentis de la plupart des autres Bantoustans eux-mêmes se défilent et ne sont pas pressés de recevoir des mains des autorités de Pretoria le cadeau empoisonné de "l'indépendance" de leurs Etats. Tant il est aujourd'hui évident, aux yeux de larges masses africaines, que la création d'une dizaine d'Etats minuscules, juridiquement indépendants, mais en réalité entièrement sous le contrôle de Prétoria, vise simplement à donner une consécration internationale à la partition du pays. Une partition ignominieuse : accorder les 13 % les plus pauvres du territoire de l'actuelle Union Sud-Africaine à 18 millions d'Africains, afin de les rendre officiellement étrangers dans les 87 % les mieux lotis de leur propre pays, qui seraient réservés à la minorité blanche.

La règle de l'apartheid parviendra d'autant moins à consolider cette partition ignominieuse, qu'il n'est pas en mesure de regrouper ni la totalité, ni même la majorité des Africains dans les camps de concentration des Bantoustans. Et pas seulement parce que la force lui en manquerait. Mais surtout parce que l'économie des régions que ce projet réserve à la minorité blanche ne peut se passer du travail des millions de travailleurs africains de l'industrie, des mines et de l'agriculture. Et ce n'est pas dans les Bantoustans que s'est produite l'explosion de juin. Elle s'est produite à Soweto, la cité dortoir des travailleurs africains de Johannesburg. En s'étendant, elle est restée essentiellement un mouvement urbain, touchant partout les ghettos africains des villes industrielles.

Le mouvement ne se limite plus à des revendications de détail, dont la satisfaction ne ferait qu'assouplir le régime de l'appartheid. La lutte vise à mettre fin au régime de l'appartheid lui-même.

Le mouvement exprime la volonté d'émancipation nationale de 18 millions d'Africains de l'oppression nationale dans laquelle les maintient un système qui réserve les droits politiques à 4 millions de blancs.

C'est la puissance de cette volonté qui donne au mouvement sa profondeur et sa force.

Dans ce mouvement parti de la petite bourgeoisie estudiantine, et plus particulièrement des lycéens, les travailleurs interviennent en nombre croissant. Ils semblent fournir désormais le gros de ceux qui combattent. C'est leur participation qui donne au mouvement son caractère massif.

Mais si un grand nombre de travailleurs est pratiquement présent dans la lutte, celle-ci se mène sous la direction de la petite bourgeoisie estudiantine et sous le drapeau du nationalisme bourgeois. Les révolutionnaires prolétariens doivent être conscients de ce fait. Car il est déterminant pour l'avenir.

Déjà par la profondeur de la mobilisation populaire, l'Afrique du Sud recèle d'immenses possibilités révolutionnaires. Mais pour que ces possibilités se transforment en réalité, pour que le prolétariat sud-africain conquière son émancipation sociale en même temps que son émancipation nationale, il faut qu'il prenne conscience de ses intérêts et de son rôle particuliers. Il faut qu'il refuse le rôle de simple fantassin pour le compte des intérêts de la bourgeoisie que lui réservent les organisations nationalistes.

Cela ne peut se faire, cela ne se fera qu'avec l'existence d'une organisation communiste révolutionnaire, dont la tâche essentielle serait de combattre le nationalisme, et de montrer que le nationalisme, sous toutes ses formes, vise à mettre la classe ouvrière à la remorque de la bourgeoisie.

Il ne fait aucun doute que c'est la conscience de l'oppression nationale et raciale qui met en branle les masses exploitées d'Afrique du Sud. Il ne fait aucun doute non plus qu'une organisation révolutionnaire prolétarienne devrait prendre en charge le combat pour l'émancipation nationale. Arracher le pouvoir aux tenants de l'appartheid au profit de la majorité, au profit des ouvriers et des paysans pauvres africains devrait être en tête des objectifs d'une organisation révolutionnaire prolétarienne.

Mais précisément pour cela, il faudrait qu'une telle organisation montre aux ouvriers sud-africains que le nationalisme les conduit vers l'impasse. Elle doit montrer que l'avenir que leur réserve le nationalisme, c'est le présent de l'Algérie, de la Guinée, de l'Angola. Il faut qu'elle explique que le prolétariat a bien d'autres possibilités que de remplacer le régime vomé de Vorster par une dictature à la Sekou Touré, à la Boumédiène ou à la Neto. Il a la possibilité de prendre lui-même le pouvoir, et de l'exercer au travers de ses propres organisations, ses propres comités et conseils. Il a la possibilité de conquérir autre chose que le simple droit de vote et un gouvernement qui, même composé d'Africains, continuerait à servir le capital, africain peut-être, mais aussi impérialiste.

Il a la possibilité de prendre sous son contrôle toutes les richesses, toutes les usines, tous les biens créés par des générations de travailleurs.

Les maux dont souffrent la classe ouvrière et la paysannerie pauvre d'Afrique du Sud sont dûs, pour une large part, au système de l'appartheid. Mais si les travailleurs sud-africains ne veulent plus continuer à aller travailler dans les mêmes mines, dans les mêmes usines, dans les mêmes conditions inacceptables, au profit des mêmes capitalistes ; s'ils veulent que les richesses du pays profitent à tous et pas seulement à une minorité privilégiée, il faut qu'ils renversent le capitalisme en même temps qu'ils renversent l'appartheid.

Le prolétariat d'Afrique du Sud est le plus puissant de tout le continent africain. Et ce n'est pas la combativité qui lui manque. Mais sans un programme clair, sans un parti révolutionnaire prolétarien qui représente et défend ce programme, il est condamné à l'impuissance. En tant que classe, il est condamné à user ses forces, son héroïsme, sa détermination à hisser au pouvoir des hommes qui trahiront inévitablement ses espoirs et ses aspirations.

Aucune voie ne mène du nationalisme, aussi radical qu'il puisse être, à la conscience de classe. Au contraire, la classe ouvrière, en Afrique du Sud comme partout ailleurs, ne peut accéder à la conscience de classe qu'en rompant avec le nationalisme qui, lui, prône la collaboration entre classes d'une même nation.

L'Afrique du Sud est, aujourd'hui, le symbole à la fois des possibilités révolutionnaires que recèle le continent africain, mais aussi de l'absence criante d'organisations qui défendent, en Afrique, la voie de la révolution prolétarienne.

C'est bien pourquoi, ce qui se passe en Afrique du Sud, nous concerne tous, et pas seulement par l'obligation de solidarité. Si c'est en Afrique du Sud que l'oppression revêt les formes les plus odieuses, tous les pays d'Afrique souffrent de l'oppression de dictatures, de la domination multiforme de l'impérialisme, de la misère, de structures sociales surannées. C'est toute l'Afrique qui est grosse de révolutions.

Ces révolutions seront-elles condamnées à déboucher sur de nouvelles formes de dictatures sous la direction d'organisations nationalistes incapables d'ouvrir d'autres perspectives ? Ouvriront-elles de nouveau l'ère de la révolution prolétarienne à l'échelle du monde ? Cela peut dépendre finalement du choix d'un nombre limité de militants à condition qu'ils soient prêts à choisir, consciemment, la voie et le programme de la révolution prolétarienne ; et à condition qu'ils aient la trempe voulue pour ne pas céder aux pressions nationalistes en aucune circonstance.

Même une petite organisation révolutionnaire socialiste présente à Soweto en juin dernier, aurait pu avec la montée de la mobilisation, acquérir une audience et une autorité immenses, en se battant pour prendre la direction de la lutte, au nom d'une politique correspondant aux intérêts du prolétariat. Elle aurait pu faire, mais sur la base d'un tout autre programme, ce que quelques lycéens nationalistes ont pu faire. Le cours des choses aurait été fondamentalement changé en Afrique du Sud, et au-delà, dans l'ensemble de l'Afrique d'abord et partout dans le monde ensuite.

Encore aurait-il fallu que cette organisation révolutionnaire prolétarienne, même petite, existât et fût présente. Demain, ce sera peut-être le tour du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire ou de la Mauritanie. Il faut que des organisations révolutionnaires socialistes existent dans ces pays. Commencer à les créer ici même dans l'émigration est une tâche irremplaçable.

LA DEMOCRATIE

N'EXISTE AU MALI

QUE DANS LE NOM DU PARTI UNIQUE

Le comité militaire Moussa Traoré du Mali vient à son tour de créer un parti unique, le ~~Parti~~ "Parti Démocratique du Peuple Malien". Mais il faut dire qu'aujourd'hui le nom de "Parti Démocratique" est devenu à la mode. Mais dans le cas du régime sanguinaire de Moussa Traoré qui emprisonne quotidiennement des pauvres gens et des opposants sans jugement, personne ne croira à ce jeu de mots.

Si les militaires ont créé ce parti, ce n'est pas par souci d'instaurer la démocratie mais pour organiser les mouchards des villes et des villages pour mieux encadrer la population du pays et permettre à ces mêmes mouchards d'avoir des postes de responsabilité et des sinécures au sein de ce parti. Ce parti est dirigé par des flics, des militaires galonnés, et l'entourage de Traoré, pour mieux soumettre la population qu'ils oppriment.

Tel est le but de Moussa Traoré avec son parti dit "démocratique".

QUI EST RESPONSABLE DE LA MISERE DANS LES CAMPAGNES ?

Cette année encore les récoltes seront mauvaises au Mali, comme en Mauritanie et au Sénégal. Il n'y a pas eu suffisamment de pluies et les récoltes en ont souffert dans la zone sahélienne. Au Mali par exemple, le maïs a séché avant maturité.

Et les ministres de dire que si les récoltes sont mauvaises, ce serait à cause de la sécheresse. Cela leur permet en tout cas d'appeler à la solidarité nationale en augmentant les impôts pour les travailleurs des villes, ou d'attendre seulement que les travailleurs émigrés aident leur famille restée à la campagne en envoyant plus d'argent.

Mais voici ce que les paysans constatent chaque année : que les pluies soient insuffisantes, suffisantes, ou trop abondantes, ils restent toujours dans le besoin. En général les récoltes ne les nourrissent que six ou neuf mois de l'année seulement.

Quand ce n'est pas la sécheresse, ce sont les rats qui, comme pour les dernières récoltes, font des ravages. Sinon ce sont les inondations etc... Et chaque fois les gouvernants versent des larmes de crocodile en accusant la nature et en se contentant de donner quelques conseils bon marché : au Sénégal ils ont officiellement conseillé aux paysans d'utiliser des bâtons contre les rats.

Mais que font-ils donc eux-mêmes devant ces fléaux ?

En 1972, les chefs d'Etat du Sénégal, de la Mauritanie et du Mali ont créé l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal). Les principaux travaux ne seront commencés qu'en...1978 ! Mais les grands fonctionnaires ont déjà leurs postes et leurs gras salaires depuis 1972. Bien sûr quelques travaux d'aménagement ont déjà été entrepris, mais ils sont insignifiants pour remédier à la sécheresse.

Et quand quelque chose est entrepris, cela sert plus aux riches qu'aux pauvres. Par exemple aux environs de Kaïdi, en Mauritanie, après les travaux d'irrigation sur le fleuve Sénégal, les paysans pauvres ont été expropriés d'une partie des terres nouvellement irriguées. Contrairement aux paysans riches, les petits paysans ne peuvent pas étendre leurs champs parce qu'ils ne disposent pas de machines.

Et que se passe-t-il quand les récoltes sont "bonnes" ?

Comme les paysans sont pour la plupart endettés, ils vendent tout pour payer leurs dettes et leurs impôts. Ils ne peuvent pas garder des réserves pour faire face aux imprévus. Et de toute manière ils sont obligés de cultiver de l'arachide, du coton ou d'autres plantes qui doivent être vendues parce que

inconsommables.

Mais les paysans n'obtiennent pas grand chose en échange parce que les prix des produits agricoles sont très bas par rapport à ceux des produits des villes. Cette différence est encore plus accentuée quand la récolte est "bonne", parce que cela fait baisser encore plus les prix des produits agricoles.

A tout cela s'ajoutent les prélèvements par toute sorte d'intermédiaires : les coopératives et autres collecteurs qui trichent sur les poids et les prix etc. :

Bien sûr que contre la détérioration des prix agricoles par rapport aux prix des produits industriels, Moussa Traoré, Senghor et compagnie ne peuvent pas grand chose, le vrai responsable étant le capitalisme mondial. Bien sûr que nos pays sont pauvres et ne disposent pas de beaucoup de moyens pour mettre à la disposition des paysans toutes les techniques ultra-modernes dont dispose le monde.

Mais il peut y avoir suffisamment à manger pour tous si le peu de moyens est utilisé rationnellement ; si on n'oblige pas les paysans à cultiver de l'arachide ou du coton parce que cela arrange les Lesieur, les Boussac et autres grosses sociétés ; si on met à leur disposition des tracteurs et des engrais, si on leur permet d'organiser eux-mêmes la production, les stocks, la répartition des terres et des vivres... Et si l'économie n'est pas organisée rationnellement par les capitalistes, ce n'est pas parce que c'est difficile mais plutôt parce que ce qui les intéresse le plus, ce sont les profits, et non pas le bien-être des travailleurs et des paysans pauvres.

Ce n'est pas si difficile d'atténuer les mauvaises conséquences des sécheresses et des inondations.

Mais pour cela il faut une autre organisation sociale. Pour cela il faut d'abord abattre un fléau encore plus néfaste : le capitalisme.

* * * *
* *

SEKOU TOURE CONTRE LES PEULS :

DIVISER POUR REGNER

...
...
...
...
...

Sous prétexte qu'un ancien ministre d'origine peul a participé récemment à une tentative de coup d'Etat visant à le renverser, Sékou Touré, chef de l'Etat Guinéen repart en guerre contre tous les Peuls, habitants de la région du Fouta Djalon. Les Peuls représentent la population la plus nombreuse de la Guinée.

C'est en août dernier que Sékou Touré a ouvertement déclaré la guerre aux Peuls, les accusants d'avoir été les meilleurs suppôts du colonialisme.

Mais ce n'est pas pour cette raison qu'il s'en prend particulièrement à eux. Parmi les Peuls, les courants d'oppositions à Sékou sont particulièrement forts.

Contre eux il reprend à son compte une ancienne méthode utilisée par les colonialistes, à savoir jouer sur l'opposition ethnique.

Alors qu'il se prétendait hier anticolonialiste et partisan de l'unité nationale, Sékou Touré aggrave aujourd'hui le problème ethnique par cette politique contraire au programme et aux objectifs que pourtant son parti, le Parti Démocratique de Guinée (P.D.G.) prétend défendre?

Ce n'est pas étonnant dans ce type de régime nationaliste ; il ne peut en être autrement.

Car pour surmonter les divisions ethniques, il faut une politique démocratique qui laisse aux minorités une autonomie d'organisation. Que ces minorités puissent s'exprimer librement comme elles l'entendent. Or c'est justement ces libertés que le régime de Sékou Touré étouffe.

* * *

REPRESSION EN ETHIOPIE

Le gouvernement militaire d'Ethiopie vient d'assassiner 23 personnes opposées à sa politique. Parmi elles 21 sont des militants du PRPE (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien), organisation maoïste qui lutte contre la dictature militaire en Ethiopie.

La répression de la junte ne s'abat pas seulement sur les organisations politiques d'opposition, mais également sur l'ensemble de la population éthiopienne. Des dizaines de personnes sont assassinées, d'autres sont emprisonnées.

Pourtant lorsque cette armée s'est rebellée contre son maître Haïlé Sellassié elle avait bénéficié d'une large sympathie parce que le comité a mis fin à une monarchie moyennâgeuse avec l'intention de sortir le pays de l'immobilisme, de le moderniser, de l'engager dans la voie d'un certain nombre de transformations démocratiques.

En un certain sens, l'armée avait repris à son compte les aspirations de la petite bourgeoisie radicale, de cette même petite bourgeoisie radicale dont les éléments les plus combattifs sont, dans d'autres pays d'Afrique, l'intelligentsia ou encore la jeunesse estudiantine. Cela n'a d'ailleurs rien d'étonnant : si le sommet de l'armée était lié à la monarchie, ses cadres se recrutaient pour l'essentiel dans la petite bourgeoisie urbaine.

Et l'échec patent de l'armée éthiopienne dans sa volonté de transformer le pays illustre à sa manière l'impuissance, le caractère velléitaire de la petite bourgeoisie radicale, même sous l'uniforme.

Car c'est l'échec sur toute la ligne. Aucun des problèmes graves du pays n'a été résolu. La réforme agraire est un échec. Les problèmes nationaux de la multitude des nationalités qui composent l'Ethiopie non seulement n'ont pas connu de solution, mais se sont plutôt aggravés. Le pays n'a pas été modernisé, l'économie va à vau-l'eau.

Et ayant perdu la sympathie de ceux qui espéraient qu'elle, l'armée est aux abois et gouverne de manière de plus en plus dictatoriale.

L'échec de la petite bourgeoisie radicale est en même temps l'échec de la tentative de changer le pays par en haut. Pour nettoyer l'Ethiopie de la crasse féodale, il aurait fallu un mouvement profond, mettant en branle les paysans dans les campagnes, les ouvriers dans les villes.

Mais cela, ce n'était pas le programme de l'armée. Elle prétendait vouloir le bien du pays, voire même le socialiser, et le bonheur des déshérités. Mais elle a peur des déshérités.

Attisant l'hostilité des forces réactionnaires par ses velléités de s'attaquer à l'ordre féodal, elle n'a pas su gagner des soutiens du côté de ceux qui avaient eu à souffrir de l'ordre de Haïlé Sélassié.

Depuis plus de deux ans le gouvernement militaire n'a pas résolu le problème de l'Erythrée. Et sur cette question sa politique ne diffère en rien de celle de Haïlé Séllassié. La répression continue sur le peuple érythréen qui poursuit sa lutte pour l'indépendance.

Il n'y a en Ethiopie aucune liberté d'expression et d'organisation. Les organisations politiques et syndicales qui s'opposent à la politique gouvernementale prétendue "socialiste", sont réprimées systématiquement.

Les comités de quartiers, de paysans et de femmes sont contrôlés par le pouvoir militaire.

La redistribution des terres ne profite pas souvent aux petits paysans.

Quant à la petite bourgeoisie des villes, qui espérait beaucoup fleurir, avec le renversement de l'ancien régime, elle voit ses espoirs s'éteindre devant cette dictature militaire qui par certains côtés est pire que celle d'avant.

La junte s'est arrêtée devant toute la poussière qu'elle a soulevé en renversant le régime pourri de Haïlé Séllassié. Elle mène une politique de répression de plus en plus forte dont l'un des deux courants maoïstes, le PRPE, est la principale victime.

Parmi les organisations qui se proclament marxistes-léninistes, il y a d'une part le "Mouvement Socialiste de toute l'Ethiopie" qui participe au gouvernement militaire et donc cautionne sa politique, mais en espérant sans doute arriver à la faire dévier vers la gauche ! D'autre part, il y a le PRPE (Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien) qui milite pour un gouvernement populaire provisoire qui représente un "Front Unique de toutes les classes et couches sociales opprimées". Pour le moment, le PRPE est dans l'opposition.

Les deux organisations ne représentent pas des programmes fondamentalement différents, elles représentent deux versants d'une même politique nationaliste. Ces deux organisations veulent lier le sort des classes exploitées éthiopiennes à celui des couches petites bourgeoises des villes et des campagnes. De ces couches qui sont incapables de procéder aux transformations nécessaires.

L'Ethiopie illustre ce que tant d'autres pays ont illustré avant, la tâche de balayer les survivances féodales, pour réaliser les transformations démocratiques indispensables, attend le prolétariat qui la réalisera en prenant la direction politique du pays en s'appuyant sur les millions de paysans pauvres. Aucune armée, même prétendument progressiste, ne remplacera le prolétariat et la paysannerie pauvre.

* * * * *
* * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.